

## DAILY ROUTINE OF BUSINESS

## TABLING OF DOCUMENTS

Mr. Langlois, for Mr. Andre, Member of the Queen's Privy Council, laid upon the Table, — Government response, pursuant to Standing Order 36(8), to petition No. 343-3628 concerning the situation in Sierra Leone. — Sessional Paper No. 343-9/179.

Mr. Langlois, for Mr. Blais, a Member of the Queen's Privy Council, laid upon the Table, — Government responses, pursuant to Standing Order 36(8), to petitions Nos. 343-2492 and 343-2867 concerning crimes of violence. — Sessional Paper No. 343-9/76A2.

Mr. Langlois, for Mr. Blais, a Member of the Queen's Privy Council, laid upon the Table, — Government response, pursuant to Standing Order 36(8), to petition No. 343-3974 concerning the Young Offenders Act. — Sessional Paper No. 343-9/53M.

Mr. Langlois, for Mr. Bouchard (Roberval), a Member of the Queen's Privy Council, laid upon the Table, — Government responses, pursuant to Standing Order 36(8), to petitions Nos. 343-3819, 343-3825, 343-3883, 343-3885, 343-3886, 343-3887, 343-3935, 343-3943, 343-3948 and 343-4095 concerning child poverty. — Sessional Paper No. 343-9/158D.

Mr. Langlois, for Mr. Corbeil, a Member of the Queen's Privy Council, laid upon the Table, — Government response, pursuant to Standing Order 36(8), to petition No. 343-3983 concerning the airline industry. — Sessional Paper No. 343-9/177.

Mr. Langlois, for Mr. Crosbie (St. John's West), a Member of the Queen's Privy Council, laid upon the Table, — Government responses, pursuant to Standing Order 36(8), to petitions Nos. 343-3432 and 343-3759 concerning the fishing industry. — Sessional Paper No. 343-9/7F.

Mr. Langlois, for Mr. Lewis, a Member of the Queen's Privy Council, laid upon the Table, — Government responses, pursuant to Standing Order 36(8), to petitions Nos. 343-4044 to 343-4070, concerning the establishment of a witness and informant protection program. — Sessional Paper No. 343-9/178.

## AFFAIRES COURANTES ORDINAIRES

## DÉPÔT DE DOCUMENTS

M. Langlois, au nom de M. Andre, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur le Bureau, — Réponse du gouvernement, conformément à l'article 36(8) du Règlement, à la pétition n° 343-3628 au sujet de la situation au Sierra Leone. — Document parlementaire n° 343-9/179.

M. Langlois, au nom de M. Blais, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur le Bureau, — Réponses du gouvernement, conformément à l'article 36(8) du Règlement, aux pétitions n°s 343-2492 et 343-2867 au sujet des crimes avec violence. — Document parlementaire n° 343-9/76A2.

M. Langlois, au nom de M. Blais, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur le Bureau, — Réponse du gouvernement, conformément à l'article 36(8) du Règlement, à la pétition n° 343-3974 au sujet de la Loi sur les jeunes contrevenants. — Document parlementaire n° 343-9/53M.

M. Langlois, au nom de M. Bouchard (Roberval), membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur le Bureau, — Réponses du gouvernement, conformément à l'article 36(8) du Règlement, aux pétitions n°s 343-3819, 343-3825, 343-3883, 343-3885, 343-3886, 343-3887, 343-3935, 343-3943, 343-3948 et 343-4095 au sujet de la pauvreté des enfants. — Document parlementaire n° 343-9/158D.

M. Langlois, au nom de M. Corbeil, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur le Bureau, — Réponse du gouvernement, conformément à l'article 36(8) du Règlement, à la pétition n° 343-3983 au sujet de l'industrie de l'aviation. — Document parlementaire n° 343-9/177.

M. Langlois, au nom de M. Crosbie (St. John's-Ouest), membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur le Bureau, — Réponses du gouvernement, conformément à l'article 36(8) du Règlement, aux pétitions n°s 343-3432 et 343-3759 au sujet de l'industrie de la pêche. — Document parlementaire n° 343-9/7F.

M. Langlois, au nom de M. Lewis, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur le Bureau, — Réponses du gouvernement, conformément à l'article 36(8) du Règlement, aux pétitions n° 343-4044 à 343-4070 au sujet de la mise en place d'un programme de protection pour témoins et informateurs. — Document parlementaire n° 343-9/178.